

Arrêté temporaire n°8.3.043/2023
Portant réglementation de la circulation

RUE DU GENERAL DAME

Le Maire d'Haubourdin,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route

VU l'arrêté n° 5.4.008/2020 du 24 septembre 2020 portant délégation de fonction et de signature du Maire aux Adjointes et Conseillers Municipaux

VU la demande en date du 02/02/2023 émise par Monsieur Quentin DESUMEUR de l'entreprise AXEO sise 1ERE Avenue du port fluvial 59211 SANTES aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux usées / assainissement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 08/02/2023 au 08/03/2023 RUE DU COLONEL FABIEN

ARRÊTE

Article 1

À compter du 08/02/2023 et jusqu'au 08/03/2023, la circulation et le stationnement de tout véhicule seront restreints au droit du chantier du 240 au 244 RUE DU GENERAL DAME (Haubourdin).

Article 2

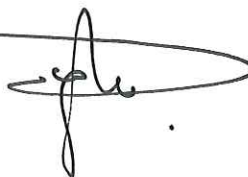
La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, AXEO.

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Haubourdin, le 03/02/2023

Pour le Maire,
L'adjoint délégué



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Degardin', written over the seal.

Sébastien DEGARDIN

DIFFUSION

- AXEO
- KEOLIS
- M. F QUIEVREUX
- SDIS Prévision Haubourdin
- Service DECHETS
- ESTERRA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.